



Guide pratique

Taux et conditions d'octroi des aides financières en matière d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables



en vertu de la « Loi du 15 décembre 2020 relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement »



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



myenergy
Luxembourg

CONDITIONS D'OCTROI GÉNÉRALES DES AIDES FINANCIÈRES

1. Les promoteurs des projets devront être une ou plusieurs communes, un syndicat de communes, un établissement public ou un établissement d'utilité publique.

2. Les projets devront répondre aux orientations, aux critères et aux normes prescrits par la législation et la réglementation nationales et internationales en matière de protection de la nature et des ressources naturelles, de lutte contre la pollution atmosphérique et le bruit, de lutte contre le changement climatique, de protection des eaux, de prévention et de gestion des déchets, de rénovation et de réhabilitation de sites de décharge de déchets et de sites contaminés, d'utilisation rationnelle de l'énergie et de promotion des énergies nouvelles et renouvelables. Pour les syndicats communaux à caractère industriel dont la production énergétique provenant des énergies renouvelables ne fait pas partie de leur objet, les demandes d'aides pour des projets en matière d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables seront traités au cas par cas.

3. Les demandes d'aides sont à introduire auprès du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions et ceci avant le début des travaux. En effet, sur base de l'article 57 de la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, l'engagement des dépenses est subordonné à l'approbation préalable des projets par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

Cette modalité se définit comme suit :

- **Travaux**

L'obtention de l'aide pour les travaux est subordonnée à la condition qu'aucune soumission ni commande n'ait été engagée avant la décision sur la participation étatique.

- **Contrats d'ingénieurs et études diverses**

La condition d'approbation préalable des projets ne concerne

pas les contrats d'ingénieur ou études diverses liés à ces projets, étant donné qu'ils permettent d'établir les éléments indispensables en vue de l'élaboration d'une étude préalable ou d'un projet détaillé. La date de l'accusé de réception de la demande de prise en charge vaut accord pour la passation de la commande pour ces contrats et études.

4. Il est impératif que le Ministre dispose de tous les éléments pour pouvoir aviser le projet en bonne et due forme.

5. Nombre de dossiers

- **1 dossier papier à envoyer à**

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
L-2918 Luxembourg

- **1 dossier sur support informatique à envoyer à**

fce@mev.etat.lu

6. Avant la liquidation de l'aide financière les éléments suivants sont notamment à soumettre :

- Listing et/ou factures détaillés munis d'une preuve de paiement et justifiant les dépenses éligibles
- Preuve/certificat que les installations et aménagements ont été mis en service avec succès et selon les conditions techniques reprises dans le dossier de demande
- Signature du dossier par le requérant avec la mention « Données certifiées conformes »
- Introduction du dossier en 1 exemplaire auprès du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions
- Les projets de logement réalisés par les communes et restant leur propriété sont éligibles dans le cadre du régime PRIME House.

I. Efficacité énergétique

5. Rénovation de l'éclairage public

Coûts éligibles	<ul style="list-style-type: none">• Lampe• Ballast• Luminaire• Candélabre• Système de commande• Système de télégestion et de variation de l'intensité lumineuse• Frais de main d'œuvre servant à la mise en place des éléments éligibles
Coûts non-éligibles	<ul style="list-style-type: none">• Éclairage d'ambiance (illumination de bâtiments, plantes...)• Travaux de voirie
Détails pratiques	<ul style="list-style-type: none">• Établissement d'un concept de rénovation de l'éclairage public sur le territoire communal entier• Réduction de la consommation électrique des points lumineux rénovés d'au moins 40 %• Hypothèse de calcul de la réduction de la consommation électrique : 4.000 heures de fonctionnement/an• Réduction de l'intensité lumineuse ou coupure nocturne à prendre en compte seulement si l'éclairage public peut être réallumé ou adapté automatiquement en cas de besoin (p.ex. commandé par capteur)• Luminaires conçus et installés de manière à ce que le flux émis par le luminaire dans l'hémisphère supérieur soit minimisé
Taux de subvention	30 %
Plafond	100 € par point lumineux initial rénové

Conditions générales

- Éclairage public âgé d'au moins 10 ans
- État des lieux et inventaire de l'éclairage public sur la voirie communale et dans les espaces publics communaux
- Remplacement des anciens systèmes d'éclairage public par des technologies plus efficaces
- Respect des conditions législatives et techniques (notamment DIN EN 13 201)

Contrôle qualité

- Obligation de monitoring annuel de la consommation électrique

